

De quelle société civile parle-t-on?

Ce jeudi 27 juin a eu lieu une consultation de la société civile bruxelloise, au parlement de la Fédération Wallonie Bruxelles, à l'initiative des partis politiques PS et Ecolo, en vue de préparer les négociations pour la constitution des gouvernements.

L'axe 1 du document publié sur les lignes directrices rapporte que « Le levier éducatif et culturel des politiques de la Fédération Wallonie-Bruxelles sera mobilisé en vue d'assurer une transition solidaire, écologique et sociale. ». Dans cette perspective, il était attendu que le panel choisi ait été suffisamment représentatif de la réalité du terrain, de sorte à proposer les meilleures solutions aux défis auxquels fera face le nouveau gouvernement.

Nous étions d'autant plus optimistes que les axes 7, 8 et 9 des lignes directrices prévoyaient respectivement de se consacrer à « la lutte contre toutes les formes de discrimination », « l'égalité des droits », « s'émanciper par la culture ». Soit des thématiques qui nous mobilisent quotidiennement, et sur lesquelles il y a un impératif d'action.

Si les acteur.rice.s de la société civile se rejoignent sur le constat de la nécessité d'agir, nous ne disposons pas tous des mêmes moyens pour en faire rapport et relayer aux autorités publiques les problèmes que nous rencontrons sur le terrain. Pour attirer l'attention des pouvoirs publics, il faut disposer d'un certain capital social, politique et intellectuel pour être à même de créer de la littérature, de développer des stratégies de lobby, et arriver à convaincre les pouvoirs publics de donner les moyens et permettre l'action éducative, sociale et culturelle.

À l'occasion de ce processus - couplant la région Wallonne et la Fédération Wallonie-Bruxelles aux compétences, enjeux et opportunités pourtant pas identiques - la définition de la société civile qui a été visiblement retenue est celle d'organisations et fédérations représentatives de leurs membres, laissant pour compte la société civile active, émergente et dynamique, issue des milieux socioéconomiques défavorisés, représentant une autre sociologie, plus en phase avec la diversité bruxelloise.

Mais quels messages envoie cette dynamique, d'intention peut-être salutaire, en ne tenant pas compte d'une partie considérable de la société civile bruxelloise ? Ces structures, qui sont établies dans les zones les plus précarisées, actives dans le champ social, de l'éducation et de la culture, sur les sujets de l'égalité des droits et la lutte contre les discriminations, souhaitent recréer du lien avec la société, connaissent une énorme demande d'action, fonctionnent sur base essentiellement bénévole, et n'ont ni le temps ni les moyens que nécessitent les privilèges des relations institutionnelles.

Cette question est d'autant plus importante à poser que, lorsque des problèmes se posent avec les populations que constituent nos publics cibles, c'est chez nous que des académiques, journalistes experts et autres acteurs de terrain viennent régulièrement solliciter des analyses et de l'action. Notre action se fait pourtant de manière continue depuis des années - à court, moyen et long terme - avec les moyens du bord, et à la vue de tous, y compris du monde institutionnel qui connaît notre existence et nos actions !

La démarche de consultation initiée nous a donné espoir, mais sa réalisation nous a renvoyée à notre réalité et à nos craintes ; les acteur.rice.s de la société civile ne disposent pas tou.te.s des mêmes moyens, malgré leur volonté. L'urgence des situations de terrain ne

nous donne pas l'opportunité de pouvoir consacrer du temps à autre chose qu'à l'action alors que notre expertise se renforce par la fréquentation grandissante, d'année en année, de nos organisations, ce qui génère par conséquent une nécessité d'action encore plus importante. La boucle de la réalité du terrain est bouclée...

Nous souhaitons une représentativité plus inclusive des interlocuteur.rice.s choisi.e.s pour cette consultation, afin que des expériences de terrain comme les nôtres puissent nourrir la réflexion sur les lignes directrices et décisions concrètes lors de la prochaine législature, sous peine de constituer à nouveau un facteur de discrimination envers une partie considérable des organisations sociales, éducatives et culturelles bruxelloises. Nous ne pouvons plus être ignoré.e.s. Il en va de l'avenir de Bruxelles, de ses populations, et de la santé de sa société civile.

Premier.e.s signataires:

Centre éducatif & culturel L'Épicerie

Talented Youth Network asbl, TYN

Diversité sur scènes

Ras El Hanout

Les Cannelles

Bab El Hanout

Brass'Art Digitaal Café

Espace Santé Famille

Collectif Citoyen 2019

Marche à suivre